

Immigration choisie : la honte !

Responsable d'exploitation en assurances, mécanicien d'engin de chantier, de levage et manutention, et de machines agricoles, pilote d'installation de production cimentière, dessinateur-projeteur en électricité et électronique, technicien de production des industries de process, inspecteur de mise en conformité, chargé d'études techniques du BTP, chef de chantier du BTP; tels sont les 8 métiers définis par le gouvernement, par voie de circulaire adressée aux préfets, afin de mettre en oeuvre sa politique d'immigration choisie en Corse.

Inutile d'user de longs discours pour dénoncer le côté irréaliste de cette politique et la logique répressive que celle-ci induit pour les femmes et les hommes sans papiers qui vivent et travaillent en Corse.

Ils sont des centaines à occuper des emplois d'ouvriers et d'employés dans les secteurs du BTP, de l'agriculture, du tourisme, des services ... Ils sont des centaines à contribuer au fonctionnement de notre économie. Les pouvoirs publics le savent mais ils préfèrent faire semblant d'ignorer cette situation. Sous couvert de textes volontairement inadaptés, ils préfèrent se donner les moyens de réprimer à tout moment ces femmes et ces hommes avec le risque évident de renvoyer un message de xénophobie. Ils préfèrent maintenir toutes ces personnes dans une situation de non droit avec cet autre risque évident d'en faire une main d'oeuvre corvéable et malléable à la merci de certains employeurs sans scrupules.

Oui, tout cela est connu des préfectures. Mais celles-ci préfèrent se mobiliser pour mener ici comme ailleurs une chasse aux étrangers. Contrôles au faciès inopinés ou dans le cadre d'opérations de police de plus grande ampleur, ruses pour attraper des sans papiers à la sortie de leurs lieux de travail ou lorsqu'ils se rendent dans une boulangerie, reconduites à la frontière séparant brutalement les membres d'une même famille... Pour chasser de Corse des personnes qui y vivent parfois depuis de longues années, mais que l'on montre aujourd'hui du doigt pour justifier des quotas d'expulsion.

Soyons clair : il faut régulariser les centaines d'immigrés sans papiers qui travaillent en Corse et qui y vivent seuls ou avec leur famille, comme des citoyens ordinaires. Il faut régulariser ces jeunes gens arrivés hors regroupement familial et qui sont ou ont été scolarisés ici et qui ont grandi parmi nous.

Nous, signataires, demandons que cesse la chasse aux étrangers et que soit mise en oeuvre cette régularisation.

LES PREMIERS SIGNATAIRES:

A Chjama Naziunale - Association EUROMEDITERRANEA – Association LEIA - ATTAC Bastia - CFDT Corsica - CGT Corse du Sud – CGT Haute Corse - Collectif Avà Basta - FO Corse du Sud - FO Haute Corse - FSU - Le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats d'Ajaccio - Ligue des Droits de l'Homme – Parti Communiste de Haute Corse - Parti Communiste de Corse du Sud – P.N.C - RESF - Syndicat des Travailleurs Corses (STC) - Syndicat Sud France 3 Corse - Union des Marocains de Corse du Sud - Union des Marocains de Haute Corse - Union Régionale des Foyers Ruraux - UNSA Corse - Via Prugressista -